

Le choléra tue 100 Nigériens en 1 mois

Page 12

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 10 septembre 2021

7 jrs/7

N°1726 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

21 pays aux exercices militaires “Bright Star” d’Egypte

Page 6



Yaoundé teste la médecine traditionnelle contre le Covid 19

Page 8



La planète débarrassée de l’essence au plomb

Page 6

MALI

Le processus de démarcation de la frontière commune entre le Mali et la Côte d'Ivoire lancé

La commission mixte paritaire de matérialisation de la frontière Mali-Côte d'Ivoire a tenu sa première rencontre du mardi 24 au jeudi 26 août dernier à Bamako au Mali, en vue de lancer le processus de matérialisation/démarcation de la frontière commune et de promouvoir la coopération transfrontalière entre les deux pays.



La ligne frontalière entre la Côte d'Ivoire et le Mali est longue de 532 km environ



Le ministre malien en charge de l'Administration Territoriale, Dr Abdoulaye Maiga, a accordé une audience aux membres de la Commission mixte paritaire de matérialisation de la frontière Côte d'Ivoire-Mali

Selon l'Association ivoirienne de presse, citant une note du secrétariat exécutif de la commission nationale des frontières de la Côte d'Ivoire, la délégation malienne était conduite par le conseiller technique chargé des questions de frontière au ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD) du Mali, Abdallah Faskoye. La délégation ivoirienne était conduite par son secrétaire exécutif de la commission nationale des frontières, Diakalidia Konaté. Cette rencontre visait, entre autres, à élaborer un chronogramme des activités de délimitation/ démarcation de la frontière, procéder à la validation bilatérale du projet d'accord-cadre de coopération transfrontalière Mali-Côte d'Ivoire, de valider les espaces de coopération transfrontalière identifiés et d'élaborer la feuille de route pour la relance des activités de coopération transfrontalière, explique la note.

Poser de nouveaux jalons

Les deux chefs de délégation qui ont rappelé qu'un accord-cadre de matérialisation de leur frontière commune a été signé en juillet 1999, à Bamako, se

La suite à la page 3

KENYA

La suite de la page 2

sont félicités du fait que «La rencontre traduit la volonté des deux chefs d'État de relever le défi de la stabilité dans les deux pays, notamment le long de la ligne frontière longue de 532 km environ, afin de transformer les zones transfrontalières en espaces de bien-être, de cohabitation et d'entente parfaite» rapporte toujours l'AIP. Cette rencontre vise à poser de nouveaux jalons qui permettront aux deux Etats de faire des avancées notables dans le cadre de la délimitation/démarcation des frontières et du développement des espaces frontaliers à travers la coopération transfrontalière, souligne le document. À l'issue des travaux, il est convenu selon l'AIP, d'une large sensibilisation qui touchera tous les acteurs tout le long du processus de matérialisation de la ligne frontière. Les parties ont convenu de respecter le chronogramme commun proposé dans l'évaluation du budget des campagnes de délimitation/démarcation, et la mobilisation des ressources par la Commission auprès des États et des partenaires techniques et financiers pour la réalisation du projet dans les délais.

Source : AIP

Pierre Oued.

Des graines de coton génétiquement modifiées bientôt produites dans le pays



En adoptant la nouvelle variété, les agriculteurs ont désormais besoin principalement de semences et de techniques de gestion agricole

Le Kenya a annoncé mardi son intention de produire des graines de coton génétiquement modifiées (GM) cultivées localement afin de répondre à une demande croissante au niveau local, a indiqué Xinhua.

Pour rappel, l'introduction de la commercialisation des variétés de coton GM a été autorisée depuis 2020. En effet, selon le secrétaire principal du Département d'État pour le développement des cultures et la recherche agricole, Hamadi Boga, le pays a réalisé une augmentation de la demande de coton GM depuis son introduction. Il a déclaré à Xinhua que le gouvernement recherchait le soutien des partenaires au développement pour aider à importer les semences afin que les agriculteurs puissent les acquérir à temps. Selon Kaustubh Joshi, directeur général d'une entreprise qui a été engagée par le gouvernement pour déployer la nouvelle variété de graines de coton GM dans le pays, il est prévu d'avoir 15 000 producteurs locaux de graines de coton GM au Kenya.

La suite à la page 4

La suite de la page 3

Joshi a déclaré, toujours selon Xinhua, que jusqu'à présent, le projet a commencé avec 100 agriculteurs et devrait passer à 500 d'ici la fin de l'année prochaine grâce aux 40 centres qui ont été créés pour couvrir tous les écosystèmes de culture du coton dans le pays.

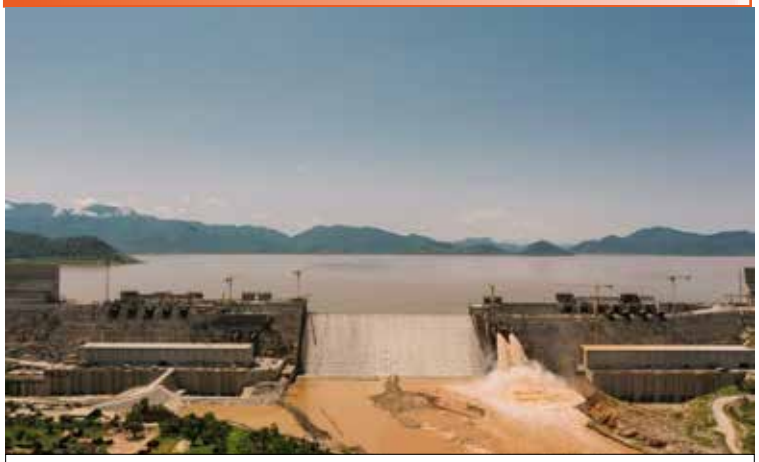
Produire plus de 260 000 balles de coton

Pour se faire, le pays a lancé mardi une plate-forme d'apprentissage électronique sur le coton génétiquement modifié (GM) pour permettre aux agriculteurs et aux autres parties prenantes d'acquérir des informations sur la variété de coton améliorée. La plate-forme disposera d'un calendrier d'événements afin que les bénéficiaires puissent se préparer à l'avance et prendre des décisions éclairées. Il y aura un créneau où les agriculteurs pourront prendre des photos des ravageurs et les afficher pour permettre aux agents de vulgarisation de répondre à leurs questions. Et les agriculteurs seront informés des marchés pour vendre leurs produits via un service de messages courts (SMS), selon Raphaël Wanjiru, ingénieur logiciel senior chez Mobisky Innovations pour le développement de la plate-forme. La Vision 2030 du Kenya a identifié le coton comme un sous-secteur clé capable de faire bénéficier quelque huit millions de personnes dans les zones les plus sèches du pays. Le pays a le potentiel de produire plus de 260 000 balles de coton si la superficie cultivée est augmentée.

Source : Xinhua

Pierre Oued.

Différends autour du GERD : Le Soudan accueil favorablement l'initiative d'Alger



Le Soudan et l'Egypte s'opposent au remplissage du GERD

L'Algérie a appelé à une rencontre directe entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie pour trouver une solution à leurs différends sur la question du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD). Le premier ministre soudanais Abdalla Hamdok a salué cette initiative algérienne et anticipe qu'une solution sera bien trouvée "dans le cadre du droit international".

Selon Egypt Independent, le président algérien Abdelmadjid Tebboune s'est dit optimiste quant au succès de l'initiative de son pays à trouver une solution à l'amiable au différend sur le GERD, tout en appelant les pays concernés à «répondre» et à «faire preuve de sagesse et de logique afin de trouver une solution pacifique à la crise». A cet égard, le Premier ministre soudanais Hamdok, réagissant dans une interview télévisée sur la chaîne saoudienne al-Sharq, a déclaré que le Soudan "apprécie les efforts des dirigeants algériens » dans l'initiative qu'ils ont présentée pour

La suite à la page 5

ENVIRONNEMENT

La suite de la page 4

résoudre la crise du GERD.

Il a par ailleurs mis en garde contre toute suggestion d'une solution militaire aux litiges avec l'Ethiopie au sujet de la frontière et du barrage car dit-il, « le Soudan est le plus à risque si quelque chose arrive au GERD ».

« La négociation et le dialogue restent la solution de base aux différends avec l'Éthiopie. Nous sommes voisins de l'Éthiopie, liés par la terre, la géographie, l'histoire et des relations communes, et je vous assure que ces problèmes peuvent être résolus par le dialogue», a-t-il insisté, selon Egypt Independent.

Pour mieux trouver des solutions convenables pour tous, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a effectué fin juillet une tournée africaine qui comprenait les trois pays afin de mieux connaître les positions de toutes les parties sur la question .

Un grand nombre de médiations en cours, a-t-il dit, mais a noté que la valeur ajoutée de l'Algérie, ainsi que son expérience réside dans la confiance des trois parties en elle car elles considèrent qu'elle n'a pas d'agenda supplémentaire et qu'elle ne peut abandonner les pays le plus proche à la lumière de la détérioration de la situation entre eux.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

L'essence au plomb officiellement éradiquée de la planète



l'Algérie est le dernier pays à utiliser l'essence au plomb

La nouvelle a été annoncée par l'ONU le 30 août 2021 à travers le Programme des Nations Unis pour l'Environnement (PNUE). Alors que beaucoup de pays développés avaient déjà abandonné ce carburant, l'organisation onusienne a salué une «étape majeure» qui permettra «d'éviter chaque année plus de 1,2 million de décès prématurés. Cette mesure à en croire l'organisme onusien augmentera les points de QI chez les enfants, économisera 2.440 milliards de dollars (2.034 milliards d'euros) à l'économie mondiale et réduira le taux de criminalité».

Les premiers avertissements sur les effets toxiques de ce carburant remontait depuis 1924. A l'an 2000, l'Union européenne avait déclaré ce carburant indésirable sur son sol après que le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ait lancé une campagne de sensibilisation deux ans plus tard, a rapporté Le Progrès. fr. Une telle position de l'UE avait aussi amené les Etats-Unis, l'Inde ou encore la Chine de cesser d'utiliser et de vendre ce carburant. Mais pourquoi deux décennies supplémentaires auront été nécessaires pour se débarrasser du plomb dans l'essence?

L'Algérie, dernier pays à utiliser le plomb

Le risque économique pesait sur les pays pauvres pour se

La suite à la page 6

EGYPTE

La suite de la page 5

débarrasser de ce carburant. Mais en 2010, la Birmanie, l'Afghanistan et même la Corée du Nord rejoignent le clan des sans plomb, suivi de l'Irak et du Yémen.

En 2021, les dernières stations-essence à proposer de l'essence ordinaire étaient Algériennes. Mais les derniers stocks du pays ont été épuisés le mois dernier, a déclaré le PNUE.

«L'application réussie de l'interdiction de l'essence au plomb constitue une étape majeure pour la santé dans le monde et pour notre environnement », s'est félicitée Inger Andersen, directrice exécutive du PNUE, citée par MarocHebdo.

Le plomb a fait son apparition dans la composition de l'essence dans les années 1920. Cet additif remplissait deux missions: lubrifier les soupapes présentes dans le moteur lors de la combustion, et surtout d'augmenter le temps que mettait le mélange d'air et de carburant pour détonner. Il y a encore 20 ans, plus d'une centaine de pays utilisaient l'essence au plomb, malgré des études scientifiques la pointant comme cause de morts prématurées, d'effets néfastes sur la santé et de pollution de l'air et des sols.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

21 pays participent aux exercices militaires «Bright Star»



La première édition de Bright Star s'est déroulée en 1981 réunissant l'Egypte et les USA

Les manœuvres « Bright Star », la plus grande formation militaire multinationale au Moyen-Orient a été lancée le jeudi 2 septembre à la base militaire Mohamed Naguib en Egypte, avec la participation de 21 pays.

La formation Bright Star a été lancée pour la première fois en 1981 entre l'Égypte et les États-Unis, avant qu'un grand nombre de pays ne les rejoignent, atteignant 21 cette année. Elle a lieu tous les deux ans en Egypte, mais a été reporté l'année dernière en raison de la pandémie du Covid-19. L'édition de cette année va se dérouler du 02 au 17 septembre, a rapporté Daily News Egypt. La caractéristique la plus importante des exercices Bright Star est la participation des différentes branches des forces de défense navale, aérienne ainsi que de l'infanterie, des véhicules blindés, de la guerre électronique et d'autres armes diverses, qui tirent le meilleur parti des exercices, a ajouté notre source.

Lors de ces exercices de Bright Star, la disponibilité et l'accès aux dernières armes et la façon de les manipuler, en plus de transférer l'expertise dans de nombreux domaines et de combattre aux côtés de nouveaux éléments seront des objectifs clés à atteindre.

Bright Star est considéré comme l'un des exercices militaires les plus importants au niveau mondial, en raison de la taille des forces participantes

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

TUNISIE

Des bâtiments d'architecture européenne au centre de Tunis menacés de disparition

Dans le centre de Tunis, de nombreux immeubles art déco ou art nouveau, typiques de la ville moderne créée pendant la colonisation française, se délitent, faute de rénovations et face à l'appétit des promoteurs immobiliers.



Les Européens constituaient une bonne partie de la population tunisienne au début du XXe siècle

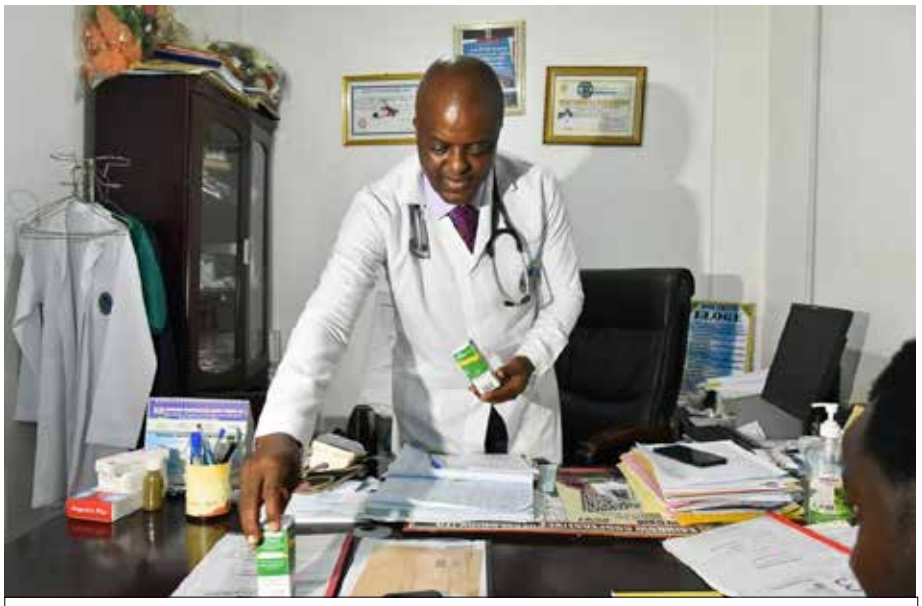
Ces bâtiments d'architecture européenne ont été construits au XIXe et XXe siècles aux portes de la médina, vieille ville traditionnelle arabe, pour constituer un centre-ville «moderne» adapté aux besoins de l'industrialisation, selon France 24. Ils ont été habités par des colons jusqu'à leur départ précipité après l'indépendance de la Tunisie en 1956. Mais 65 ans plus tard, beaucoup de bâtiments délabrés sont menacés de destruction, faute de stratégie de rénovation de l›Etat, qui a saisi une partie des bâtiments. Au moins 160 présentent des risques d›effondrement, selon le dernier recensement officiel de 2019. Certains habitants ont effectué des réparations qui ont dénaturé le patrimoine architectural tandis que d'autres bâtisses abandonnées font office de décharges ou de squats. Enfin, certains bâtiments sont menacés par des promoteurs immobiliers qui tentent de leur mettre la main dessus pour les raser et les remplacer par des constructions modernes, a rapporté France 24. Construits par des architectes et des entrepreneurs italiens et français, ces constructions pâtissent cependant de leur association à la colonisation française et son lot d'exploitations. Selon la même source, fin 2020, l›Agence française de développement s›est engagée à hauteur de 12 millions d'euros pour un projet de rénovation de vieilles villes, dont des quartiers européens. Mais la ville européenne de Tunis reste menacée par un projet de loi sur les «bâtiments en ruine à détruire», présenté au Parlement en 2018 et concernant 5.000 bâtiments. Le projet a seulement été reporté sous la pression de la société civile.

Oumou Konaté

CAMEROUN

COVID 19 : Le pays expérimente la médecine traditionnelle contre la pandémie

La Commission nationale du médicament, qui est chargée d'examiner les demandes d'approbation de produits pharmaceutiques au Cameroun, a testé et déclaré un médicament, à base de plantes, apte à être utilisé pour combattre le Covid-19 : le Corocur. A ce jour, le Covid a fait plus de 1.350 morts et quelque 84.210 infections dans ce pays d'Afrique centrale, selon Xinhua.



Pour M. Mfopou, le Corocur est un rêve devenu réalité et espère enrichir ses recherches pour faire plus de découvertes dans le domaine médical

Rappelons que, quand la pandémie de COVID-19 est arrivée au Cameroun l'année dernière, le docteur Euloge Yiagnigni Mfopou caressait le rêve permanent de soigner les patients atteints de cette maladie avec la médecine traditionnelle. Quelques jours après, son collègue a été infecté par le COVID-19. «Il était en train de partir sur nos yeux», se souvient le cardiologue et chercheur de 51 ans, selon Xinhua. En effet, M. Mfopou veut concretiser son rêve et s'est mis à la recherche d'une solution à base de plantes pour guérir son collègue. Plus tard, il a eu l'idée d'utiliser du thym car cette plante contient des molécules et des antirétroviraux qui modèrent le système immunitaire. Le médecin, disposant déjà de deux brevets d›invention, a extrait les feuilles et les branches de la plante, les a séchées pour tuer les bactéries puis les a traitées mécaniquement pour obtenir une poudre concentrée. Il a ensuite administré la solution à son collègue par voie orale sous forme de thé avec des antibiotiques en complément, indique Xinhua.

Promouvoir l'utilisation de la médecine traditionnelle

Suite à l'administration du produit et «trois jours après, il s'était remis. Il a demandé à manger, la fièvre avait chuté, la toux avait baissé», a expliqué M. Mfopou à Xinhua dans son centre médical de la capitale Yaoundé où les patients viennent consulter et prendre le traitement. M. Mfopou a nommé le médicament Corocur, ce qui signifie remède contre les coronavirus. En mai, la Commission nationale du médicament, chargée d'examiner les

La suite à la page 9

TCHAD

La suite de la page 8

demandes d'approbation de produits pharmaceutiques au Cameroun, a testé et déclaré le Corocur apte à être utilisé pour combattre la pandémie, qui a jusqu'à présent fait plus de 1.350 morts et quelque 84.210 infections dans ce pays d'Afrique centrale. Le produit sera utilisé pendant une période de trois ans, selon le ministère de la Santé publique. Le Corocur fait partie des quatre médicaments traditionnels approuvés par le gouvernement camerounais et figure sur la liste nationale des médicaments essentiels. Il est vendu en magasins pour traiter le coronavirus. Le Cameroun veut promouvoir l'utilisation de la médecine traditionnelle qui a longtemps servi pour les communautés autochtones à travers le pays. Les scientifiques testent minutieusement les méthodes des guérisseurs et leur donnent un sceau d'approbation, a fait remarquer Salihou Sadou, directeur de la pharmacie, de la médecine et des laboratoires au ministère de la Santé publique.

Source : Xinhua

Pierre Oued.

CNT, l'assemblée intérimaire bientôt en action



L'Assemblée nationale cédera sa place dans les prochaines semaines au Conseil national de transition. Le processus de sélection des 93 membres est entré dans sa phase terminale, a annoncé mardi le vice-président et président du comité de sélection, le général Djimadoum Tiraïna.

Le Conseil national de transition est appelé à jouer un rôle fondamental et déterminant dans la définition des grandes réformes institutionnelles en jetant les bases du processus électoral à venir. Seront adoptés par la suite, la nouvelle constitution, par voie référendaire et le nouveau code électoral sans oublier la mise en place de la CENI et de la nouvelle structure de coordination des partis politiques, explique Dr. Haroun Kabadi, président de l'Assemblée nationale. Avant la mise en place de l'Assemblée intérimaire, un rapport bilan de la troisième législature a été finalisé et des dispositions pratiques ont été prises pour assurer un passage de relais dans les meilleures conditions. Le secrétariat général de l'Assemblée nationale et ses différents services ont bénéficié du 24 au 26 août d›une formation, organisée conjointement par l›Assemblée nationale et l›Union interparlementaire. Cette formation a permis d›outiller les fonctionnaires parlementaires, en mettant à leur disposition des informations relatives aux pratiques en cours dans les Assemblées sœurs, en matière d'accueil des nouveaux parlementaires.

Nang-yanan Raoul

SENEGAL

Le contingent sénégalais près pour la mission CEDEAO en Gambie

Dans le cadre de la mission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest en Gambie (Micega), environ 625 militaires sénégalais, constituant le 5e contingent, seront déployés dans le pays. Ils ont reçu le drapeau national le mardi 31 août dernier en vue de leur déploiement, a indiqué l'Agence Anadolu (AA).



La cérémonie s'est tenue au centre d'entraînement de Toubacouta à Fatick (centre)

«La contribution de l'armée sénégalaise à cette mission sous-régionale perpétue notre tradition d'accompagner la recherche de la paix et de la stabilité, à travers les organisations sous-régionales, régionales et internationales», a indiqué le général de brigade Fulgence Ndour, chef d'état-major de l'armée de terre, selon AA. «Elle contribue à la recherche de la stabilité dans un pays frère et frontalier, dont la marche vers la démocratisation et le développement socio-économique constitue pour nous un enjeu stratégique majeur», a-t-il poursuivi.

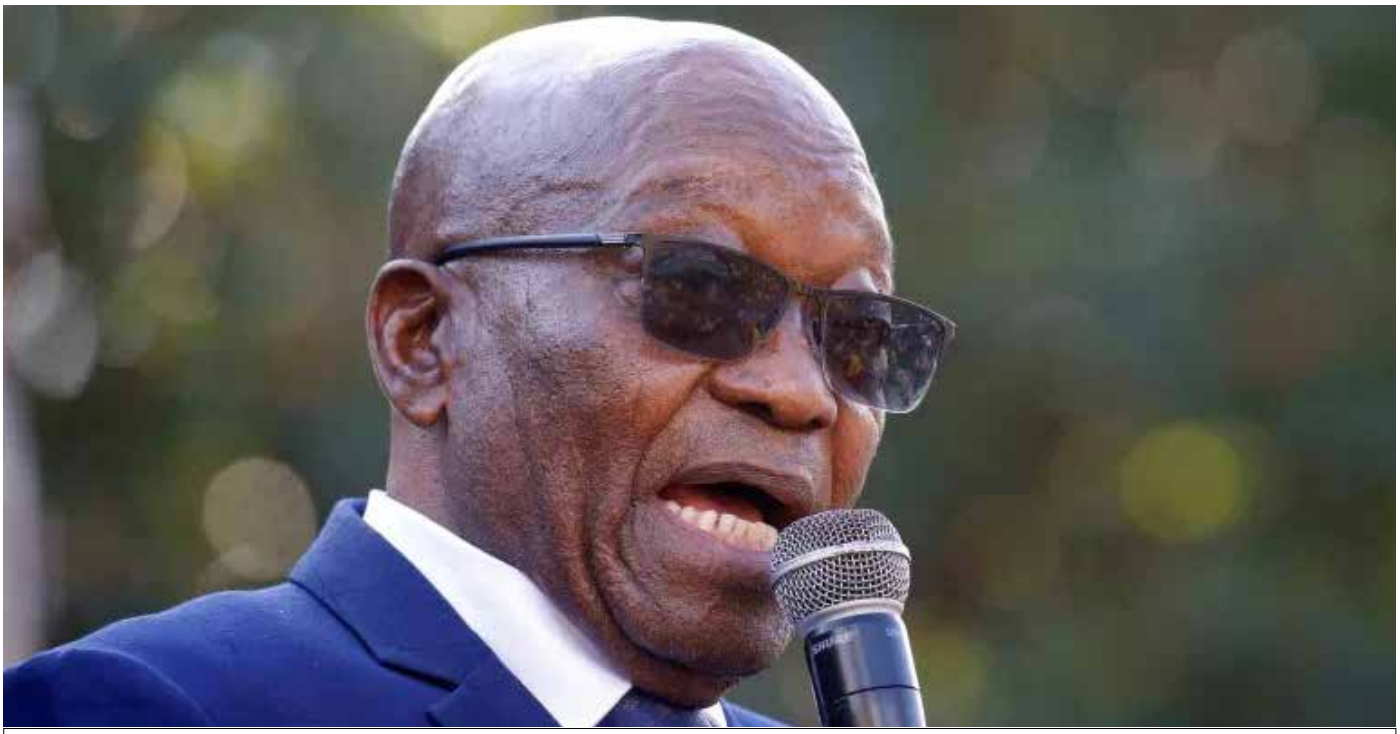
Il ajoute que cette mission s'inscrit «dans le cadre de l'engagement politique de l'Etat sénégalais à contribuer à l'effort de paix et de stabilité régionale». Le déploiement du contingent se tient dans un contexte particulier, avec la présidentielle gambienne en vue. «Vous serez engagés pendant une période sensible, car coïncidant avec l'organisation de l'élection présidentielle gambienne, devant se dérouler le 4 décembre 2021», a prévenu le général de brigade, Fulgence Ndour, devant le cinquième contingent de la Micega, selon notre source.

La Cedeao avait déployé cette mission sous-régionale, suite au refus de l'ancien président Yaya Jammey, de reconnaître le verdict des urnes, lors de la présidentielle de décembre 2016, a rappelé notre source. Son successeur Adama Barrow a régulièrement sollicité le renouvellement du mandat de la Micega.

Leylatou TIENDREBEOGO

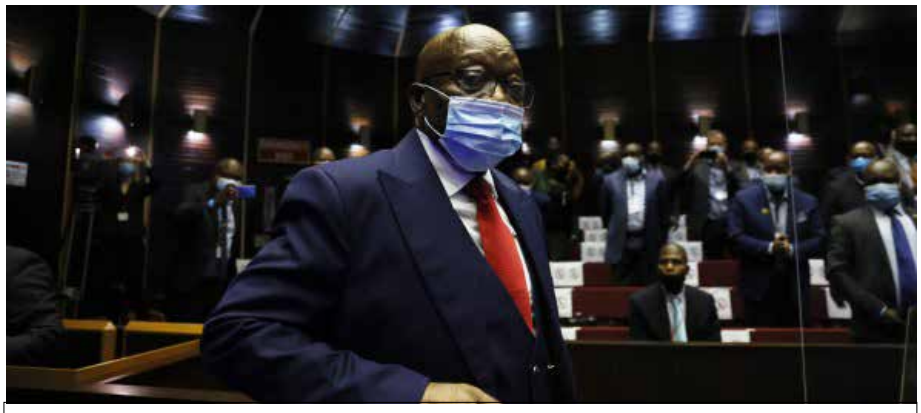
AFRIQUE DU SUD

Jacob Zuma quitte la prison pour raison médicale



L'ex-président, Jacob Zuma, achèvera le reste de sa peine de prison de 15 mois suivant le système correctionnel communautaire

Le Département des services correctionnels a déclaré dimanche 05 septembre que la libération conditionnelle médicale de l'ancien président, Jacob Zuma, ne pouvait être révoquée que s'il ne respectait pas ses conditions. L'ancien président a été libéré pour raison médicale, avec une condition non divulguée.



Zuma fait face à 16 chefs d'accusation de fraude, de corruption et de racket liés à l'achat en 1999 d'avions de combat, de patrouilleurs et d'équipements auprès de cinq sociétés.

Cette libération survient un peu moins de deux mois après avoir été emprisonné pendant 15 mois pour outrage au tribunal. Zuma est sorti de prison et est admis dans un hôpital externe pour observation médicale depuis le mois dernier. Selon ewn.co.za, l'ancien président aurait pu bénéficier d'une libération conditionnelle le 23 octobre, mais a été placé en liberté conditionnelle médicale sur la base d'un rapport des services de santé militaires sud-africains. Alors que les «observations médicales» de Zuma sont

La suite à la page 12

NIGER

La suite de la page 11

entourées de mystère, la maladie de l'ancien président se serait aggravée depuis qu'il a commencé à purger sa peine au centre de services correctionnels d'Estcourt, dans le KwaZulu-Natal.

Le porte-parole des services correctionnels, Singabhako Nxumalo, a déclaré à News 24 que tous les délinquants sont éligibles pour être placés en liberté conditionnelle médicale, si cela est jugé approprié. « En plus d'être en phase terminale et physiquement malades, les détenus souffrant au point de manquer leurs activités quotidiennes ou leurs soins personnels peuvent également être envisagés pour une libération conditionnelle médicale.», a-t-il ajouté. L'incarcération de l'ancien président a déclenché une vague d'émeutes et de pillages au KwaZulu-Natal et dans certaines parties du Gauteng en juillet, que le gouvernement a qualifiés de tentative d'insurrection. L'admission de Zuma à l'hôpital a également entraîné le report de son procès pour corruption après avoir refusé d'être examiné par une équipe médicale de l'Autorité nationale des poursuites.

Source: ewn.co.za

K.Fiakofi

Choléra : Plus de 100 morts en un mois



Les services de santé agissent pour infléchir le taux de prévalence du choléra

Signalée le 09 août dernier, l'épidémie du choléra a déjà fait 104 morts. C'est ce qu'ont indiqué les autorités nigériennes, le vendredi 03 septembre 2021.

La Direction de la surveillance et de la riposte aux épidémies a indiqué, dans son rapport de situation, la mort de 15 personnes dans l'intervalle du 31 août au 1 septembre 2021, dans 3 régions du pays, a rapporté l'Agence Anadolu. Ces régions sont, entre autres, Maradi (sud) avec 7 décès, Tillaberi (ouest) comptant 4 décès, Zinder (sud-est) avec 3 décès et Tahoua (nord-ouest) qui enregistre 1 décès.

Selon notre source, dans un bilan antérieur publié par la même Direction le 31 août 2021, l'on comptait au total 89 morts. Le ministère de la Santé publique a reconnu, officiellement, l'épidémie du choléra qui touche 6 des 8 régions du Niger dont la capitale Niamey avec 9 décès sur les 76 cas déclarés. En 2018, l'épidémie avait surgi, faisant 68 morts et est plus fréquente durant la période du mois d'août et septembre dont les taux élevés de pluviométrie engendrent souvent des inondations.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

BURKINA FASO

33ème édition du Tour cycliste du Faso : Les choses se précisent

Le comité d'organisation de la course cycliste internationale dénommée «Tour du Faso» étaient face à la presse le 8 septembre 2021. Avec les Hommes de médias, les conférenciers se sont entretenus sur les différentes régions à traverser et les innovations que comporte la 33ème édition de ce festin sportif.



Les organisateurs du Tour international du Faso rassurent avoir mis les bouchées doubles, pour relever le pari de la réussite

Du 29 octobre au 7 novembre 2021 aura lieu au pays des Hommes intègres, la 33ème édition du Tour cycliste du Faso dont le budget prévisionnel se chiffre à 500 millions FCFA. Selon les organisateurs, en plus du Burkina qui présentera trois équipes, cette édition verra la participation de 13 autres pays, à savoir la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Bénin, la RD Congo, le Maroc, l'Allemagne, l'Algérie, la France, la Hollande, la Suisse, l'Afrique du Sud, la Belgique et le Mali qui présenteront chacun une équipe. Outre la course masculine, trois autres réservées aux femmes, sont prévues aux étapes de Dédougou, Tenkodogo et Ouagadougou, a indiqué Zinguim Herman Yabré, secrétaire général du ministère burkinabè des Sports.

14 pays, 1273 Km de course

La distance totale à parcourir pour la 33e édition du Tour du Faso est de 1273 Km, avec 10 régions à traverser, selon les conférenciers. Des réaménagements ont été apportés à cette fête de la Petite reine, disent-ils. L'innovation majeure de cette 33ème édition est la délocalisation de la présentation des équipes dans la région des Cascades, en vue de promouvoir nos sites touristiques. Autre innovation, l'institution d'une course féminine, ont ajouté les conférenciers. Officiellement, la plus longue étape est Bobo-Dédougou, avec 183,2 Km et la plus petite, Koupéla-Zorgho, distante de 33 Km. L'étape Kombissiri-Ouagadougou avec un circuit fermé dans la capitale va marquer l'épilogue de ce festin sportif, à entendre les conférenciers. Le Burkina traverse un contexte sécuritaire et sanitaire assez préoccupant, ont-ils confié, affirmant qu'on doit veiller au grain. « Toutes les dispositions sont prises pour assurer la sécurité, dans les régions traversées», ont-ils rassuré. Le Tour du Faso, course cycliste d'étapes, est disputée au Burkina depuis 1987 et a été organisée, jusqu'en 2008, par Amaury Sport Organisation (ex Société du Tour de France) et depuis 2009, par l'État burkinabé, ont rappelé les conférenciers. En 2014 et en 2020 le Tour a été annulé en raison, respectivement de l'épidémie d'Ebola et de la pandémie de la Covid-19, se souvient-ils.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

BURKINA FASO

Le FONRID fait son bilan après 10 ans d'activités

Après 10 ans d'activités, le Fond national de recherche et de l'innovation pour le développement (FONRID) a fait, au cours d'une conférence de presse le 7 septembre, le bilan de ses activités. Il a aussi lancé les préparatifs de son dixième anniversaire qui se tiendra du 13 au 15 octobre 2021.



SG, Mahamadou Sawadogo (milieu), accompagnés de deux des 1er responsables du FONRID

L'objectif visé par le FONRID est d'offrir "un cadre sécurisé et durable de financement des activités de recherches et d'innovation sur l'ensemble du territoire national, afin que les résultats produits soient réellement vecteurs de bien-être pour les populations et générateurs de richesses et de prospérité pour l'ensemble de la nation", a souligné Mahamadou Sawadogo, Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur de la recherche scientifique et de l'innovation.

En effet, depuis la création de ce fonds, 151 projets de recherches dans divers secteurs de développement ont été financés, pour un coût global de 10 milliards de FCFA. Les financements se font plus dans les projets de recherches, d'innovation et de la valorisation des produits, a-t-il rappelé, tout en indiquant que pour un dépôt d'un projet de 3 ans, le dépositaire et bénéficiaire de la subvention non remboursable de l'Etat à droit à un montant de 30 millions de FCFA. Pour celui d'un projet de 2 ans, le bénéficiaire à droit à 50 millions de FCFA, traduisant ainsi le plafond des financements du FONRID.

En outre, le point de presse du jour s'inscrivait dans le cadre de la préparation du dixième anniversaire du FONRID placé sous le thème : " FONRID : 10 ans de financement de la recherche et de l'innovation bilan et perspectives". A la célébration du 13 au 15 octobre prochain, l'occasion sera pour le FONRID de réaliser des activités de réflexion, la publicité des résultats de recherche atteints grâce à ce fond, des conférences publiques, des panels de réflexions sur les perspectives du FONRID et plusieurs autres activités liées à la communication. Pour le conférencier du jour, Mahamadou Sawadogo, lors de cette activité, il est prévu de remettre des attestations et des trophées à des personnalités, de récompenser les meilleurs exposants de résultats de recherches, de remettre des prix aux meilleurs gestionnaires de projets.

Des promoteurs de projets à l'honneur

Remise de chèques à de

La suite à la page 15

BURKINA FASO

La suite de la page 14

nouveaux promoteurs de projets, projection d'un film réalisé à l'occasion du 10e anniversaire sont au programme, a-t-il ajouté.

L'événement est placé sous le patronage du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Lassané Kaboré, sous la présidence du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et sous parrainage du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, Harouna Kaboré.

Les activités se dérouleront dans les locaux du bâtiment PSUT de l'Université Joseph KI-ZERBO et seule la nuit des récompenses sera organisée au SIAO.

En rappel, le FONRID est un fonds national de financement créé le 27 octobre 2011 doté de la personnalité juridique et morale et jouit d'une autonomie de gestion. Il est placé sous la tutelle technique du Ministère chargé de la Recherche scientifique et de l'Innovation et sous la tutelle financière du Ministère chargé de l'Economie et des Finances du Burkina Faso. Des subventions non remboursables, selon les sources officielles.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

Revue du secteur rural : Les orientations phare du programme national en débat



"L'originalité de ce PNSR III, c'est qu'il y aura la déclinaison au niveau régional" dixit Salifou Ouédraogo, ministre de de l'agriculture

Le mardi 7 septembre 2021, s'est tenu à Ouagadougou, l'ouverture de la revue du secteur « production agro-sylvo- pastorale ». C'était en présence du ministre de l'Agriculture, Salifou Ouédraogo, ainsi que d'autres membres du gouvernement. Cette rencontre s'est organisée dans le cadre de l'élaboration de la troisième génération du Programme national du secteur rural (PNSR III).

Les revues constituent des cadres de réflexion et de définition des orientations pour l'élaboration du programme national du secteur rural. La dernière en date du 24 Novembre 2016, avait permis de fixer les grandes orientations et les axes d'élaboration du PNSR-II, en cohérence avec le nouveau plan de développement économique et social.

La revue du secteur « production agro-sylvo pastorale » du 7 septembre 2021, dont le thème est «Accroître les investissements et développer des synergies d'actions pour une transformation structurelle

La suite à la page 16

La suite de la page 15



Vue des participants à cette rencontre

du secteur agro sylvo pastoral", entre dans le cadre de la définition des grandes orientations et des axes d'élaboration du PNSR III, *« L'élaboration de ce nouveau référentiel doit s'inscrire dans la vision du nouveau PNDES, qui met au centre de ses priorités le développement durable d'un secteur agrosylvopastoral, halieutique et faunique productif et résilient, davantage orienté vers le marché, le tout soutenu par la gestion durable des ressources naturelles et des mesures d'atténuation et d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques »*, a laissé entendre le ministre de l'agriculture, des aménagements hydro-agricoles et de la mécanisation, Salifou Ouédraogo, aux participants.

Partant de cela, le ministre a indiqué que les domaines d'intervention dans le secteur « production agro-sylvo pastoral » vont concerner principalement, le développement de la production agricole sous maîtrise d'eau, la gestion durable de la fertilité des sols, la sécurisation foncière des aménagements et des exploitations, l'amélioration de la santé animale, la gestion durable des ressources animales, l'amélioration de l'aquaculture, la promotion de la transformation et de la consommation des produits agro-sylvo-pastoraux, le renforcement de la résilience des ménages agro-sylvo-pastoraux et le développement des mécanismes de financement innovant du secteur. *« L'originalité de ce PNSR III, c'est qu'il y aura la déclinaison au niveau régional. Cette déclinaison au niveau régional va permettre que chaque région puisse voir dans quel secteur agro-sylvo pastoral il faut investir davantage pour créer de la croissance, augmenter la production et améliorer les conditions de vie des producteurs. Cela sera sous le leadership des gouverneurs de région »*, a soutenu le ministre.

Audit du foncier rural

De son côté, Marc Gansoré, représentant les acteurs non-étatiques a émis des recommandations à prendre en compte dans l'élaboration du PNSR III. Celles ci concernent, entre autres, la réalisation d'un audit du foncier rural suivi du rétablissement dans leurs droits des ruraux qui ont vu leurs terres accaparées, la prise de dispositions réglementaires pour mettre fin à l'accaparement des terres agricoles péri-

La suite à la page 17

La suite de la page 16

urbaines et rurales, la mise en œuvre d'un programme spécial d'accompagnement des personnes déplacées internes pour la reconstitution de leur capital productif et leur stock de sécurité alimentaire. Il recommande également la responsabilisation des organisations professionnelles agricoles dans le portage de certaines activités spécifiques telles que l'organisation des acteurs et la structuration des filières agricoles, la révision de l'horizon temporel 2025 de la mise en œuvre du PNSR III, etc.

« Ces propositions traduisent le souci des organisations professionnelles agricoles et des interprofessions de trouver des mécanismes et instruments nécessaires afin de bâtir la résilience de notre secteur face aux difficultés qui contribuent à dégrader la situation des exploitants et le risque de voir l'insécurité alimentaire prendre le terrain », a fait savoir Gansoré.

Après la revue, les résultats des travaux orienteront la formulation du nouveau programme et la définition de mesures de réformes qui vont accompagner sa mise en œuvre.

Roseline BADO

Education : 150 enseignants franco-arabe formés sur la pédagogie

Le Syndicat national des travailleurs de l'enseignement franco-arabe (SYNTEFAB), en collaboration avec la Force ouvrière de l'Union nationale de syndicats (FO-UNS), a organisé, du 08 au 09 septembre 2021, à Ouagadougou, un atelier de renforcement des capacités des enseignants des écoles franco-arabe. Les participants ont été instruits sur le thème " Se former pour mieux enseigner".



Photo de famille des travailleurs de l'enseignement franco-arabe

Deux jours durant, environ 150 enseignants franco-arabes du Burkina Faso ont participé à un atelier de renforcement des capacités, sur le thème "*Se former pour mieux enseigner*". Selon le secrétaire général du SYNTEFAB, Alassane Sawadogo, l'atelier a pour but de renforcer la capacité des enseignants en matière de pédagogie de l'enseignement franco-arabe. Cela, puisque la plupart des enseignants franco-arabes n'ont pas reçu de formation , a-t-il indiqué.

El hadj Inoussa Nana, secrétaire général de la FO/UNS, a rappelé que le SYNTEFAB est un syndicat de base de l'Union. « *C'est une manière pour le syndicat de contribuer à la formation au Burkina Faso* », a-t-il précisé. "*Les enseignants qui sont chargés de transmettre le savoir et surtout d'apprendre la lecture et l'écriture du coran à nos enfants, méritent qu'on leur accorde une attention particulière»,* a-t-il poursuivi. "*Nous devons aussi redoubler d'effort, afin de mettre les enseignants franco-arabes dans de bonnes conditions de travail*", a indiqué Inoussa Nana. Notons que le Syndicat national des travailleurs de l'enseignement franco-arabe (SYNTEFAB) existe depuis le 30 septembre 2018. Il vise, entre autres, l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants franco-arabes.

Leylatou TIENDREBEOGO

MAROC

Législatives : Les islamistes mis en déroute par les partis libéraux selon les résultats provisoires

Les islamistes marocains ont subi une défaite écrasante face aux partis libéraux considérés comme proches du palais lors des élections législatives, selon les résultats provisoires annoncés jeudi 09 septembre.



Les résultats provisoires montrent un énorme revirement de fortune pour le parti RNI alors que les électeurs tournent le dos au PJD



Le Maroc a adopté une nouvelle constitution déléguant de nombreux pouvoirs du monarque au parlement et au gouvernement

Le Parti de la justice et du développement (PJD), qui a dirigé la coalition au pouvoir pendant une décennie, a vu son soutien s'effondrer de 125 sièges dans l'Assemblée sortante à seulement 12, a déclaré à l'AFP le ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit mercredi. Selon les résultats provisoires Le PJD était loin derrière ses principaux rivaux libéraux, le Rassemblement national des indépendants (RNI) et le Parti de l'authenticité et de la modernité (PAM), avec respectivement 97 et 82, et le parti de centre droit Istiqlal avec 78 sièges sur les 395 sièges de l'Assemblée.

Le taux de participation a été de 50,35 %, selon le ministre de l'Intérieur, supérieur aux 43 % de participation lors des précédentes élections législatives de 2016, mais inférieur aux 53 % lors des élections locales de 2015. Mercredi , les islamistes avaient soulevé des allégations de «graves irrégularités», notamment des distributions obscènes en espèces à proximité des bureaux de vote et une confusion sur certaines listes électorales, certains électeurs trouvant qu'elles n'étaient pas répertoriées. Cependant, le ministre de l'Intérieur a déclaré à la presse locale que le vote s'était déroulé «dans des circonstances normales», à l'exception de quelques incidents isolés. En 2011, le Maroc a adopté une nouvelle constitution déléguant de nombreux pouvoirs du monarque au parlement et au gouvernement.

Source: Ewn.co.za; The Guardian

K.Fiakofi

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le Kenya déclare l'état de catastrophe naturelle en raison de la sécheresse



Le président kényan Uhuru Kenyatta a désigné mercredi la sécheresse qui ravage plusieurs parties du pays comme une catastrophe naturelle. Il a ordonné aux agences compétentes de diriger les efforts du gouvernement pour venir en aide aux foyers affectés, y compris par une distribution d'aide en eau et en nourriture.»Cette décision fait suite à la réunion d'aujourd'hui entre le chef de l'Etat et 85 dirigeants de régions arides et semi-arides du Kenyan», désignées sous le sigle anglais ASAL, a indiqué la présidence dans un communiqué publié mercredi à Nairobi. Des informations plus détaillées sur l'éventail complet de mesures que mettra en place le gouvernement pour atténuer la sécheresse seront publiées en temps et en heure, selon toujours le communiqué.

COVID-19 : Le Togo prend des mesures face à une situation alarmante



La Première Ministre du Togo Victoire Tomegah-Dogbé a échangé mardi sur les «mesures fortes» à prendre avec les acteurs impliquées dans la gestion de la riposte de la pandémie au Togo afin de freiner l'évolution de la COVID-19, a indiqué mercredi le cabinet de la Première ministre dans un communiqué. Selon le communiqué, «Le Togo connaît ces dernières semaines une nouvelle vague de contaminations au coronavirus marquée par la circulation du variant Delta».A la date du 7 septembre, le bilan fait état d'un total de 22.832 cas confirmés, de 4.810 cas actifs, de 17.822 guérisons et de 200 décès depuis l'enregistrement du premier cas positif le 6 mars 2020 au Togo.»Il y a une multiplication par quatre du nombre de cas actifs. Le nombre de décès ne fait qu'augmenter. Nous avons enregistré pratiquement plus du tiers des décès entre juillet et août», s'est inquiété Didier Koumavi Ekouévi, président du Conseil scientifique national sur la COVID-19.

Covid-19 : Le variant Delta précipite le Gabon dans la 3e vague



Le ministre gabonais de la Santé a affirmé le 8 septembre, l'irruption de la 3e vague et du variant Delta. Selon Guy-Patrick Obiang, après une période relativement stable marquée par une baisse de contamination au Covid-19 au Gabon, depuis la dernière semaine du mois d'août, s'observe une reprise de nouvelles contaminations avec des hospitalisations graves et des décès. «Plus des 90% des personnes présentant des formes graves, sont des personnes qui ne sont pas encore vaccinées», a indiqué à Gabonreview, le ministre de la Santé qui insiste sur le «dédoublement de contaminations». La cause, a-t-il expliqué, le «relâchement des mesures barrières au sein de la population et la propagation du variant Delta au sein des communautés».

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Centrafrique : Au moins 40 civils tués dans une opération des mercenaires russes dans le nord-ouest (Médias)



Une opération de ratissage des mercenaires russes de la société privée de sécurité Wagner dans la localité de Besson (préfecture de Nana-Mambéré au nord-ouest de la RCA), a fait au moins 40 morts et plusieurs blessés, mardi, ont rapporté des médias locaux. « C'est un campement d'éleveurs peuls que les mercenaires de Wagner ont attaqué, faisant au moins quarante morts et des blessés, dont des femmes, des personnes âgées et des enfants de moins de 5 ans », a indiqué dans un article publié jeudi, le journal local Corbeau News. Selon le journal Bangui 24, l'attaque a eu lieu mardi 7 septembre dans l'après-midi précisément dans le village Nassoya, situé à environ 40 kilomètres de Diba sur l'axe Baboua au nord-ouest de la RCA.

Burkina Faso : 9 morts dans les catastrophes naturelles depuis le début de la saison des pluies



Au Burkina Faso, 22 communes dans 15 provinces ont été affectées par les catastrophes naturelles notamment des inondations et des vents violents qui ont fait 9 morts et 87 blessés dont 12 graves depuis le mois de juin, a annoncé mercredi le gouvernement à l'issue d'un conseil des ministres. Selon la même source, cette situation a engendré 20 829 sinistrés issus de 3 472 ménages. Une assistance a été apportée à ces personnes par la distribution de vivres, de kits d'hygiène et de protections anti-COVID-19 et de transferts monétaires aux ménages vulnérables à titre de contribution pour la réhabilitation des logements détruits, précise le gouvernement.

Cameroun : quatre morts dans des affrontements intercommunautaires dans l'ouest



Quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, mercredi 8 septembre, dans des affrontements entre les communautés anglophone et Bamiléké à Tonga, située dans le département du Ndé (ouest du Cameroun), a appris Anadolu jeudi, des autorités locales. «Le conflit est parti du meurtre d'un jeune Bamiléké par des anglophones pour une affaire de vol », a déclaré à l'agence Ernest Ewango Budu, préfet du département du Ndé. « La tension est montée à Tonga lorsque les Bamilékés ont décidé de venger leur fils tué par des anglophones », a souligné le préfet ajoutant que ces anglophones sont des déplacés internes qui ont fui les violences dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Ile de la Reunion : Le Sénat adopte le projet de loi sur la prorogation de l'état d'urgence sanitaire



Le Sénat a adopté ce jeudi 9 septembre 2021 le projet de loi sur la prorogation de l'état d'urgence sanitaire dans les Outre-mer, deux jours après son adoption en première lecture par l'Assemblée nationale. L'état d'urgence sanitaire pourra donc être prolongé jusqu'au 15 novembre prochain, contre le 30 septembre prévu initialement. Il permet notamment aux autorités de mettre en place un couvre-feu, voire un confinement, dans les territoires concernés. «L'état d'urgence sanitaire permet de protéger nos concitoyens, en particulier sur les territoires où la couverture vaccinale reste encore trop faible» a réagi Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer.

Le FMI approuve un fonds de soutien d'urgence de 1 300 milliards de shillings pour la Tanzanie



Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un décaissement de 189,08 millions de dollars au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) et un achat équivalant à 378,17 millions de dollars au titre de l'instrument de financement rapide (IFR), pour un total de 567,25 millions de dollars. Selon une déclaration publiée le 7 septembre 2021 par le FMI, le fonds vise à aider les perspectives économiques de la Tanzanie, car elles ont été touchées par l'impact de la pandémie de Covid-19.

Somalie : Le Premier ministre accuse le président d'avoir «obstrué» une enquête très médiatisée



Le Premier ministre somalien Mohamed Hussein Roble a accusé mercredi le président du pays d'»entraver» une enquête très médiatisée sur le sort d'un agent de renseignement dont la disparition a déclenché un tollé dans le pays de la Corne de l'Afrique. Ikran Tahlil, une officier de 25 ans, de l'Agence nationale de renseignement et de sécurité (NISA), a été enlevée près de son domicile à Mogadiscio en juin, et la semaine dernière, ses employeurs ont conclu qu'elle avait été kidnappée et tuée par des djihadistes d'Al-Shabaab. Les militants ont rapidement – et exceptionnellement – émis un démenti, tandis que la famille de Tahlil a accusé la NISA de l'avoir assassinée. Roble a limogé dimanche le directeur de la NISA, Fahad Yasin, après avoir qualifié le rapport de l'agence de «pas convaincant», mais le responsable a été réintégré le lendemain par le président Mohamed Abdullahi Mohamed, communément appelé Farmajo, qui a qualifié le limogeage de «illégal et inconstitutionnel».

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Nigeria: Arrestation de 100 éléments de gangs armés



Les autorités nigérianes ont révélé que 100 personnes avaient été arrêtées, lors d'opérations de sécurité qui ont ciblé des gangs armés dans l'État de Zamfara, dans le nord-est du pays. L'information a été rapporté par les médias locaux, citant Abdul Rashid Haruna, secrétaire de l'équipe spéciale de sécurité d'Etat, selon l'Agence Anadolu. Haruna a expliqué que "*les opérations ont été lancées contre les gangs armés après avoir coupé toutes les lignes de communication*", tout en soulignant que des quantités d'essence, des motos, des armes et une grande quantité de munitions, ont été aussi saisies.

Nigeria: le Conseil exécutif fédéral approuve le déploiement de la 5G dans le pays



Le gouvernement nigérian a exprimé son accord, mercredi 8 septembre 2021, pour le déploiement de la 5G dans le pays, a rapporté l'Agence Ecofin. Le Conseil exécutif fédéral du Nigeria a approuvé la politique nationale sur les réseaux de cinquième génération (5G), présentée par le ministre des Communications et de l'Economie numérique, Isa Ali Pantami. La mise en œuvre de cette politique, qui définit le cadre réglementaire et technique pour l'utilisation de la 5G, est à effet immédiat, a indiqué notre source. Notons que la 5G va contribuer à transformer davantage le secteur numérique nigérian, duquel est attendue la diversification de l'économie nationale.

Mauritanie/Covid-19: la Mauritanie allège le couvre-feu



La Mauritanie a décidé, le mercredi 08 septembre dernier, de réduire la durée du couvre-feu imposé, pour prévenir la propagation du coronavirus, a relaté l'Agence Anadolu. Le porte-parole du gouvernement mauritanien, Mokhtar Ould Dahi, cité par notre source, a déclaré, lors d'une conférence de presse, qu'il avait été décidé d'alléger le couvre-feu, à partir du jeudi à 00H00 au lieu de 20H00 et ce jusqu'à 06H00 (heure locale). Cette décision intervient suite à la baisse récente du taux d'infection à la Covid-19. A la date du 09 septembre 2021, le pays a enregistré environ 34 504 cas, avec 743 décès.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info